

**INTERVENTION DE CHRISTOPHE ROUILLON,
PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS
MAIRE DE COULAINES (SARTHE, FRANCE)**

**EN RÉPLIQUE À ANTONIO COSTA
PREMIER MINISTRE DU PORTUGAL
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE**

SESSION PLENIERE DU CDR, 5 MAI 2021

Monsieur le Président du Conseil des ministres de l'Union européenne,

Monsieur le Premier ministre du Portugal, cher Antonio,

Au nom du groupe socialiste, permets-moi de souligner que tu es un des meilleurs ambassadeurs de notre institution. Après avoir été un membre éminent du Comité européen des Régions, tu as su accéder aux plus hautes responsabilités de ton pays tout en gardant la fibre locale puisée dans tes fonction de maire et la force de tes convictions.

Je veux également profiter de l'occasion pour féliciter ton successeur à la mairie de Lisbonne, notre camarade Fernando Medina, pour continuer tes combats en étant un membre très actif de notre institution, en particulier sur les questions de développement durable et de promotion d'un agenda européen pour le logement abordable.

Cher Antonio, tu intervienis aujourd'hui devant nous en ta qualité de Premier ministre du Portugal et de président du Conseil de l'Union européenne.

Le Portugal peut d'ores et déjà être fier de l'empreinte sociale de sa présidence à travers l'adoption de la Déclaration de Porto, à notre sens historique. Cette déclaration ne doit pas être comprise comme un aboutissement mais bien comme un point de départ pour plus d'ambition sociale.

En effet, dans l'urgence de la gestion de crise, cette ambition européenne a été par moment reléguée à un second plan.

Nous attendons en particulier du Sommet de Porto qu'il puisse reconnaître le rôle des collectivités territoriales dans la mise en œuvre du plan d'action sur le pilier des droits sociaux.

Nous espérons que le Sommet donnera le "boost" final d'afin d'aboutir à une directive sur les salaires minimums, si malmenés en temps de crise pour les employés précaires.

Nous demandons aussi que la dernière version de la déclaration de Porto puisse inclure un objectif chiffré sur l'éradication du sans-abrisme à l'horizon de 2030.

Et enfin, il faudra accorder une attention toute particulière à la mise en œuvre de la garantie pour l'enfance.

Au-delà du Sommet de Porto, nous souhaitons engager quatre chantiers pour faire avancer l'Europe sociale :

(1) mettre l'Europe sociale en priorité de l'agenda de la Conférence sur l'Avenir de l'Union européenne. Comment réagir aux contrecoups sociaux de la pandémie, notamment en ce qui concerne la précarité du travail ou les questions de logement ? Il sera essentiel d'aborder ces questions sans tabous en ouvrant des perspectives de réformes des politiques de l'Union européenne sans se limiter aux questions institutionnelles.

(2) introduire une assurance-chômage à plus long terme au-delà de la première réponse du programme SURE de 2020.

(3) renforcer la dimension sociale dans la mise en œuvre du plan de relance européen et la gouvernance économique de l'Union européenne.

Nous félicitons le Portugal pour avoir rempli les objectifs sociaux requis par le plan de relance de l'Union européenne Next generation EU.

Mais il faudrait surtout s'assurer que la Commission européenne fasse preuve de beaucoup plus de conviction sociale dans le cadre

du fameux et fumeux Semestre Européen. J'ai franchement failli tomber de ma chaise quand j'ai appris la semaine dernière que la Commission avait demandé à la Lituanie de prévoir que les salariés puissent travailler au-delà de l'âge moyen d'espérance de vie pour les hommes, à savoir 72 ans !

(4) Quatrième et dernier chantier pour faire avancer l'Europe sociale : comme le mentionne la prise de position belgo-espagnole, la réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance, pour laquelle une proposition de la Commission est annoncée à l'automne, devra, elle aussi, être l'occasion de réfléchir à une meilleure valorisation des investissements sociaux comme les défendent Elio Di Rupo, le ministre-président de Wallonie, tes compatriotes Margarida Marques rapporteure du Parlement européen et Vasco Cordeiro, notre vice-président qui sera notre porte-parole lors du Sommet de Porto.

Monsieur le Premier Ministre, cher Antonio,

Nous comptons beaucoup sur toi, sur ta créativité, ton énergie et ton authenticité pour donner une claire perspective sociale au projet européen. En retour, tu peux être assuré du soutien des 100000 collectivités territoriales d'Europe représentées par le Comité européen des Régions !

Merci de ton attention et de tes réponses.